

CE QUE MOSCOU CONCÈDE ELLE-MÊME

En cinq semaines, les porte-parole de la Russie ont eux-mêmes nommé les cibles : un train de voyageurs à la frontière polonaise, une usine à Pryluky, un centre de données et un dépôt de locomotives à Kyiv, et des « frappes massives contre les installations énergétiques de l'Ukraine ». Chaque déclaration se voulait une défense. Confrontée au registre de l'ONU, chacune constitue un aveu — de la frappe, du point visé ou du mobile. Huit déclarations, ce que montre le registre et ce que chacune concède.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
OCT. 2026

328 · 2,105

civils tués · blessés en Ukraine en septembre 2026 — le bilan de septembre le plus lourd depuis février 2022 ; 53 % par des missiles et des drones à longue portée [A](#)

HRMMU, point sur la protection des civils, 15 oct. 2026

> 100 · ≥ 429

civils tués · blessés en Ukraine au cours de la semaine précédente (exposé de l'ONU du 9 oct. 2026) — la semaine où Zakharova affirmait que les frappes visaient « uniquement » des objets militaro-industriels [A](#)

Secrétariat de l'ONU (chiffres du HCDH) devant le Conseil de sécurité, 9 oct. 2026, SC/16472

4

commandants russes visés par des mandats d'arrêt de la CPI pour des frappes contre l'infrastructure électrique de l'Ukraine — la campagne que l'état-major général a de nouveau annoncée le 16 oct. 2026 [A](#)

CPI, 5 mars 2024 (Kobylash, Sokolov) et 24 juin 2024 (Shoigu, Guerassimov)

0

déclarations de l'AIEA attribuant à l'une ou l'autre partie les frappes de drones de septembre–octobre 2026 près de la centrale de Zaporijia [A](#)

Déclaration de l'AIEA, 3 oct. 2026 (via Kyiv Independent) ; Update 370 de l'AIEA, 9 oct. 2026

L'ESSENTIEL		
La Russie nomme ses cibles, et ces noms répondent à la question. « Plastmass-Pryluky », le 7 oct., était un immeuble d'habitation de cinq étages : 22 morts. Un « train des Forces armées ukrainiennes utilisé pour acheminer du fret militaire », le 13 sept., était la liaison voyageurs Kyiv–Varsovie. Un « centre de données », un « dépôt de locomotives » et une usine de polymères, le 19 oct., sont des biens de caractère civil à moins que la Russie ne démontre le contraire — et elle n'a rien démontré. « Uniquement des objets militaro-industriels » est contredit par la semaine même qu'elle décrit. L'ONU a informé le Conseil de sécurité que plus de 100 civils avaient été tués et au moins 429 blessés au cours des sept jours précédant le 9 oct. ; la HRMMU a dénombré 328 morts pour le seul mois de septembre, le bilan de septembre le plus lourd de la guerre. La campagne énergétique est annoncée, non démentie. Le chef de l'état-major général a fait état de « frappes massives contre les installations énergétiques de l'Ukraine » assorties d'une « liste de ces objets » ; le Président a déclaré que l'Ukraine « couine à propos de l'énergie ». La CPI a qualifié pénalement ce comportement précis en 2024, en nommant Guerassimov lui-même. Les « représailles » sont l'aveu d'un mobile, non une défense. Le « boomerang douloureux » de Zakharova et le « l'Ukraine doit payer » de Peskov décrivent des représailles ; le Protocole additionnel I interdit sans exception les représailles contre la population civile et les biens de caractère civil. Pour être juste. L'Ukraine frappe effectivement des raffineries, des dépôts et des navires ; l'AIEA n'a pas indiqué qui pilote les drones à Zaporijia ; le HCDH relaie, sans pouvoir les vérifier, les victimes signalées par la Russie sur son territoire. Rien de tout cela ne fait d'un train de voyageurs, d'un immeuble d'habitation ou du chauffage d'une ville un objectif militaire.		
LES HUIT AFFIRMATIONS		
Maria Zakharova, porte-parole du MAE · 13 oct.	« Nos actions de représailles — et les frappes n'ont été portées que contre des objets liés au complexe militaro-industriel du régime de Kiev — sont devenues un douloureux boomerang pour Kiev. (traduit) »	Contredit par les observateurs — et concède un mobile de représailles
Maria Zakharova · réponse à une question des médias, mid.ru · 15 sept.	« [Les visiteurs occidentaux sont des] “touristes politiques”... [dont Kyiv se sert comme] “bouclier vivant” pour couvrir ses trains militaires... personne ne peut garantir la sécurité de leurs tournées... Les responsables politiques et diplomates occidentaux devraient lucideme... »	Aucune preuve présentée — et le ministère de la Défense concède la frappe
Maria Zakharova · commentaire, mid.ru · 5 oct.	« [Les forces ukrainiennes ont frappé] à 200 mètres des tranches de la centrale [et] ont bombardé à deux reprises le bâtiment de traitement des déchets radioactifs... L'Ukraine continue de frapper la centrale nucléaire de Zaporijia et ses infrastructures connexes... [Nous] appelons l'AIEA ... »	Non vérifié — l'AIEA n'attribue pas
Ministère de la Défense de la Fédération de Russie · 7 oct.	« [Une “frappe massive” au moyen d’armes de haute précision à longue portée lancées depuis les airs, la terre et la mer et de drones d'attaque” contre des “installations militaro-industrielles” — entreprises citées : “Smart Ammunition” (Kyiv), “Fanplit” (Kyiv), l'Oboukh... »	Contredit sur le terrain — concède le point visé à Pryluky
Ministère de la Défense de la Fédération de Russie · 19 oct.	« À la suite de la frappe, des entreprises de l'industrie militaire, des sites de stockage de missiles de croisière et de véhicules aériens sans pilote, ainsi qu'un centre de données dans la ville de Kyiv et la région de Kyiv ont été touchés... [cités : le centre de données “Data Group”... »	Aucune preuve présentée — concède que des infrastructures civiles étaient visées
Valery Guerassimov, chef de l'état-major général · rapport au Président · 15–16 oct.	« Les forces armées russes ont commencé à mener de nouvelles frappes massives contre les installations énergétiques de l'Ukraine... Une liste de ces objets et la répartition nécessaire des moyens pour les frapper ont été déterminées. [Depuis début septem... »	Déjà tranché
Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin · point de presse · 15 sept.	« Dans l'ensemble, nous considérons certainement qu'il s'agit d'une très bonne idée, d'une bonne initiative... [et la deuxième chose à faire est, bien sûr,] de lever les sanctions (contre la Russie) et ces restrictions illégales sur l'approvisionnement énergé... »	Contredit par le propre ministère russe de la Défense
Dmitri Peskov · points de presse · 12 et 21 oct.	« [Tant le président Poutine que des responsables à d'autres niveaux ont déclaré à maintes reprises que] nous ne voulons pas de cessez-le-feu. Nous voulons une paix durable... [21 oct., interrogé sur une évolution de la position concernant une trêve énergétique : “Rien n'a chang... »	Exact — et c'est la réponse à la question « qui bloque le cessez-le-feu »

CE QUE NOUS DEMANDONS

Verser au dossier du Conseil de sécurité les propres listes de cibles du ministère russe de la Défense (7 et 19 oct.) et le rapport de Guerassimov du 16 oct., en regard des mandats de la CPI du 5 mars et du 24 juin 2024 · demander à la Russie d'étayer l'utilisation militaire de chaque bien civil nommé — l'usine de Pryluky, le centre de données de Kyiv, le dépôt de locomotives, le train Kyiv–Varsovie — ou de retirer son affirmation · soutenir la mise à jour d'octobre de la HRMMU sur les victimes et les travaux de la Commission d'enquête sur la campagne d'automne contre le secteur énergétique · demander au Directeur général de l'AIEA de présenter un exposé sur les incidents de septembre-octobre à Zaporijia et sur le huitième cessez-le-feu local · réaffirmer le cessez-le-feu que l'Ukraine a accepté le 11 mars 2025 et demander à Moscou, qui dit ne pas en vouloir, de le déclarer devant le Conseil.

LE CONTEXTE ET LE DOSSIER		
Contexte	Une série de déclarations officielles russes, du 13 sept. au 21 oct. 2026, émanant de la porte-parole du MAE (Zakharova), du porte-parole du Kremlin (Peskov), du ministère de la Défense (rapports quotidiens et rapports spéciaux sur les frappes) et du chef de l'état-major général (Guerassimov) rendant compte au Président	
Où les affirmations ont été formulées	« Réponses aux questions des médias » et commentaires sur mid.ru (15 sept., 5 oct., 13 oct.) · points de presse quotidiens du Kremlin (15 sept., 12 oct., 21 oct.) · canaux du MoD sur Telegram/MAX et TASS (7 oct., 19 oct.) · rapport de Guerassimov depuis un poste de commandement auxiliaire du Groupement interarmées des forces, diffusé par la télévision d'État (15–16 oct.)	
Registre auquel elles sont confrontées	Couverture des réunions de l'ONU SC/16472 (9 oct.) · mise à jour de septembre de la HRMMU (15 oct.) · déclaration de la Commission d'enquête du 21 sept. · mandats de la CPI de 2024 · déclarations de l'AIEA · déclaration de l'UE au Conseil permanent de l'OSCE 1580 (8 oct.)	
Ce qui s'est passé ensuite	Les frappes russes contre l'infrastructure énergétique se sont intensifiées à partir du 15 oct. ; la HRMMU (16 oct.) a qualifié les deux premières semaines d'octobre de « parmi les plus meurtrières pour les civils de ces dernières années » ; le Kremlin a rejeté un cessez-le-feu de 60 jours (12 oct.) et n'a pas confirmé la trêve énergétique annoncée par les États-Unis le 14 sept.	

LES INTERVENANTS		
Maria Zakharova	Directrice du Département de l'information et de la presse, MAE russe · visée par des sanctions de l'UE depuis le 23 févr. 2022 (également Royaume-Uni, Canada, Australie, Ukraine)	Commentaire sur le train de Yahodyn (15 sept.) ; commentaire sur la centrale de Zaporijia (5 oct.) ; « boomerang douloureux » (13 oct.)
Dmitri Peskov	Secrétaire de presse du Président de la Russie · visé par des sanctions de l'UE depuis le 28 févr. 2022 (également États-Unis, Royaume-Uni)	Trêve énergétique « une très bonne idée » (15 sept.) ; « nous ne voulons pas de cessez-le-feu... nous voulons une paix durable » (12 oct.) ; « Rien n'a changé. Nous avons besoin de la paix, pas d'une trêve » (21 oct., point de presse de Saint-Pétersbourg)
Valeri Guerassimov	Chef de l'état-major général, premier vice-ministre de la Défense · mandat d'arrêt de la CPI du 24 juin 2024 pour la campagne énergétique de 2022–23 · sanctions de l'UE, des États-Unis et du Royaume-Uni	A rapporté à Poutine que les forces russes « ont commencé de nouvelles frappes massives contre les installations énergétiques de l'Ukraine » (15–16 oct.)
Ministère de la Défense de la Fédération de Russie	Rapports officiels sur les frappes (Telegram, MAX, TASS)	A cité « Plastmass-Pryluky » parmi les cibles du 7 oct. ; a cité un centre de données, un dépôt de locomotives et une usine de polymères à Kyiv le 19 oct. ; a déclaré le 15 sept. qu'un équipage avait « frappé un train des FAU utilisé pour acheminer du fret militaire »

CE QU'ONT DIT LES AUTRES		
Secrétariat de l'ONU (SSG Khiari) · Conseil de sécurité, 9 oct.	Les attaques russes ont atteint « un nouveau niveau effroyable » ; « Toutes les attaques visant des civils et des infrastructures civiles, où qu'elles se produisent, constituent une violation du droit international humanitaire et doivent cesser immédiatement » ; a appelé à un « cessez-le-feu complet, immédiat et inconditionnel » (SC/16472).	
Union européenne (+12 États alignés) · Conseil permanent de l'OSCE 1580, 8 oct.	~70 missiles et drones le 7 oct., au moins 22 morts dont 5 enfants ; a exigé que la Russie « cesse immédiatement et sans condition son agression ».	
Royaume-Uni · Conseil de sécurité, 9 oct.	A cité une publication du MoD russe selon laquelle les Ukrainiens allaient « geler » et la formule du Kremlin sur le « talon d'Achille » ; « cibler directement des infrastructures civiles peut constituer un crime de guerre » ; 38 nouvelles désignations.	
France · Conseil de sécurité, 9 oct.	Moscou cible « les conditions mêmes de l'existence du peuple ukrainien » ; soutient un moratoire sur les attaques contre l'énergie et en mer Noire.	
États-Unis · Conseil de sécurité, 9 oct.	« Les tueries doivent cesser » ; la guerre ne prendra fin « que par des négociations » ; poursuite de la médiation trilatérale.	
États nordiques · Conseil de sécurité, 9 oct.	L'hiver le plus rude à ce jour ; accès humanitaire sûr ; cessez-le-feu immédiat et inconditionnel.	
Allemagne, Pologne · Conseil de sécurité, 9 oct.	« Mépris imprudent et délibéré du droit international humanitaire » ; « La Russie ne peut pas obtenir une paix légitime à coups de bombes ».	
Commission d'enquête · déclaration, 21 sept.	Les attaques russes continues contre l'infrastructure énergétique « accroissent la vulnérabilité des civils » avant l'hiver ; a pris note d'informations faisant état de victimes d'attaques ukrainiennes en Russie et dans les zones occupées, sur lesquelles l'absence d'accès l'empêche d'enquêter.	

CE QUE LES DÉCLARATIONS ONT PASSÉ SOUS SILENCE	
- Le registre des victimes de l'ONU pour les mêmes semaines : 328 civils tués et 2 105 blessés en septembre 2026, +85 % par rapport à septembre 2025 ; 2 570 tués et 15 211 blessés de janvier à septembre ; des victimes civiles enregistrées à Kyiv 22 jours sur 30 (HRMMU, 15 oct. 2026). - Les mandats de la CPI des 5 mars et 24 juin 2024 pour des frappes contre l'infrastructure électrique de l'Ukraine — « dirigées contre des biens de caractère civil » — nommant Guerassimov, qui a annoncé la nouvelle campagne énergétique le 16 oct. - Que les représailles contre la population civile et les biens de caractère civil sont interdites (PA I, art. 51(6), 52(1)) ; « riposte » et « boomerang » décrivent un mobile interdit. - Que l'AIEA n'a attribué à aucune des parties les frappes de drones de septembre–octobre autour de la centrale de Zaporijia et négocie un huitième cessez-le-feu local pour réparer les transformateurs de la centrale thermique de Zaporijia (AIEA, 3 oct. 2026). - Que la trêve énergétique annoncée par les États-Unis (14 sept.) n'a jamais été confirmée par Moscou ; la réponse du Kremlin le 12 oct. était « les contacts se poursuivent », tandis que l'état-major général faisait état de « frappes massives contre les installations énergétiques » quatre jours plus tard.	

COMMENT LE RÉCIT CIRCULE	
Chaque formule a été reprise par TASS et RIA Novosti dans l'heure, puis par Vedomosti, Izvestia, Gazeta.ru, 360.ru et des médias régionaux ; les listes de cibles du MoD ont été transformées en infographies par Rossiyskaya Gazeta (« Otvet Tsirkona i Iskandera », 7 oct.) et Profile (19 oct.). Le commentaire de Zakharova sur Yahodyn a circulé en anglais via The Moscow Times et Odessa Journal ; la formule du « boomerang » via TASS English. Le commentaire sur la centrale de Zaporijia a atteint le débat de l'AIEA par l'intermédiaire de l'affirmation de RT concernant une inspection de l'AIEA. À l'étranger, la formule « uniquement des cibles militaires » a été reprise par la mission de la Russie auprès de l'ONU le 9 oct. et par sa mission auprès de l'OSCE les 8 et 10 oct.	

AFFIRMATION 1 · MARIA ZAKHAROVA, PORTE-PAROLE DU MAE · 13 OCT.

« Nos actions de représailles — et les frappes n'ont été portées que contre des objets liés au complexe militaro-industriel du régime de Kiev — sont devenues un douloureux boomerang pour Kiev. (traduit) »

TASS, 13 oct. 2026, repris par Vedomosti
www.vedomosti.ru/politics/news/2026/10/13/1236758-boleznennim-bumerangom

AFFIRMATION 2 · MARIA ZAKHAROVA · RÉPONSE À UNE QUESTION DES MÉDIAS, MID.RU · 15 SEPT.

« [Les visiteurs occidentaux sont des] “touristes politiques”... [que Kiev utilise comme] “bouclier vivant” pour couvrir ses trains militaires... personne ne peut garantir la sécurité de leurs tournées... Les responsables politiques et les diplomates occidentaux devraient évaluer avec lucidité les risques existants. (traduit ; expressions anglaises telles que rendues par The Moscow Times) »

MAE russe, 15 sept. 2026, via Gordon (16 sept.) et Odessa Journal/The Moscow Times (15 sept.)
gordonua.com/section-worldnews/news-zakharova-yzdevatelsky-prokommentyrovala-ataku

AFFIRMATION 3 · MARIA ZAKHAROVA · COMMENTAIRE, MID.RU · 5 OCT.

« [Les forces ukrainiennes ont frappé] à 200 mètres des groupes électrogènes de la centrale [et] ont bombardé à deux reprises le bâtiment de traitement des déchets radioactifs... L'Ukraine continue de frapper la centrale nucléaire de Zaporijia et ses infrastructures connexes... [Nous] appelons la direction de l'AIEA à condamner résolument les actes criminels de Kiev et de ses commanditaires. (traduit) »

Commentaire du MAE russe, 5 oct. 2026, repris par 360.ru
360.ru/news/ukrainian-crisis/mid-rossii-prizval-rukovodstvo-magate-osudit-prestupn

AFFIRMATION 4 · MINISTÈRE DE LA DÉFENSE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE · 7 OCT.

« [Une « frappe massive » au moyen d'« armes de haute précision à longue portée lancées depuis les airs, la terre et la mer et de drones d'attaque » contre des « installations militaro-industrielles » — entreprises énumérées : « Smart Ammunition » (Kyiv), « Fanplit » (Kyiv), la cartonnerie-papeterie d'Oboukhiv, « Plastmass-Pryluky » (Pryluky, région de Tchernihiv), le groupe industriel « Oleksandriia », Pivdenmash (Dnipro), AvtoKrAZ et l'usine de tabac JTI (Krementchouk), une usine de mécanique à Lozova, « Dunai Sudoremont » (Izmaïl).] (traduit ; liste telle que publiée par Rossiyskaïa Gazeta d'après le rapport du ministère de la Défense) »

MoD russe, 7 oct. 2026, via Rossiyskaya Gazeta
rg.ru/2026/10/07/otvet-cirkona-i-iskandera.html

CONTREDIT PAR LES OBSERVATEURS — ET CONCÈDE UN MOBILE DE REPRÉSAILLES

Le Secrétariat de l'ONU a indiqué au Conseil de sécurité le 9 oct., sur la base des chiffres du HCDH, que « plus de 100 civils » avaient été tués et « au moins 429 blessés » au cours de cette seule semaine ; un missile « a détruit un immeuble d'habitation » à Pryluky (7 oct., 19 morts selon les informations disponibles, dont cinq enfants) et une bombe planante a frappé deux autobus de voyageurs à Kramatorsk (8 oct., au moins 33 morts) (SC/16472). HRMMU : 328 civils tués et 2 105 blessés en septembre, le bilan de septembre le plus lourd depuis février 2022, dont 53 % par des missiles et des drones à longue portée (15 oct.). La propre déclaration du ministère de la Défense du 4 oct., citée dans le même article de Vedomosti, indique que les frappes sont menées « précisément en réponse aux actions du régime de Kiev ». PA I, art. 51(6) : « Sont interdites les attaques dirigées à titre de représailles contre la population civile ou des personnes civiles » ; art. 52(1) : les biens de caractère civil « ne doivent être l'objet ni d'attaques ni de représailles ».

Ce que l'affirmation concède : Que les frappes sont des représailles — un mobile que le DIH interdit — et que la Russie décide a posteriori de ce qui est « lié au complexe militaro-industriel ».

AUCUNE PREUVE PRÉSENTÉE — ET LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE CONCÈDE LA FRAPPE

Le 13 sept., un drone a frappé la locomotive du train de voyageurs Kyiv–Varsovie à Yahodyn, dans la région de Volhynie, à environ 5 km de la frontière polonaise, alors qu'un autre train transportant Boris Johnson, David Petraeus, un conseiller de la chancellerie allemande et d'autres responsables occidentaux était immobilisé sur la même ligne en raison d'une alerte aux drones (Ukrzaliznytsia ; témoins oculaires du Spiegel ; AP). Le ministère russe de la Défense a déclaré que l'équipage avait « frappé un train des forces armées ukrainiennes utilisé pour acheminer du fret militaire » (15 sept., via iStories). Aucune preuve de fret militaire, de trains militaires ni d'une quelconque utilisation militaire de la liaison Kyiv–Varsovie n'a été produite. La règle énoncée par le Secrétariat s'applique aux trains comme aux autobus : les attaques contre des civils et des infrastructures civiles « où qu'elles se produisent » violent le DIH (SC/16472). Security Council Report relève que les frappes du 13 sept. ont « temporairement perturbé le fonctionnement du point de passage frontalier de Yahodyn–Dorohusk ».

Ce que l'affirmation concède : La frappe contre le train de voyageurs — et une menace permanente à l'égard des responsables étrangers se rendant en Ukraine (« personne ne peut garantir »).

NON VÉRIFIÉ — L'AIEA N'ATTRIBUE PAS

La déclaration de l'AIEA du 3 oct. 2026 a consigné des frappes de drones les 19, 20 et 27 sept. qui ont endommagé des transformateurs du poste de commutation de la centrale thermique de Zaporijia, « essentiel au maintien de l'alimentation électrique externe de la centrale nucléaire de Zaporijia », ainsi qu'une frappe du 22 sept. qui « aurait mis hors service une station de surveillance radiologique extérieure au site » ; elle « n'a pas précisé qui avait mené les attaques » et a indiqué que le Directeur général Grossi négociait un huitième cessez-le-feu local pour permettre des réparations (Kyiv Independent, 3 oct.). Pour l'incident des 4 et 5 oct., Rosatom a signalé des dommages à la toiture d'un bâtiment de laboratoire et du bâtiment de traitement des déchets radioactifs, sans victimes (5 oct.) ; la mise à jour 370 de l'AIEA (9 oct. 2026) consigne l'incident comme « une attaque de drone signalée », sans attribution : son équipe « a demandé l'accès... et s'est vu accorder un accès limité plus de 48 heures après l'attaque signalée », a constaté des fenêtres brisées qui « avaient déjà été recouvertes » et « divers composants et débris de drones... exposés sur le site », et a demandé « un accès rapide et sans entrave aux sites des attaques signalées ». Il ne s'agit pas de l'inspection indépendante décrite par RT. Lors de chaque incident antérieur à la centrale, l'AIEA a consigné les dommages et s'est abstenue de toute attribution (p. ex. frappe contre la salle des turbines du 31 mai 2026 : « l'AIEA ne dit pas quelle partie est responsable »). Le statut de la centrale est tranché : les résolutions du Conseil des gouverneurs et de la Conférence générale de l'AIEA (sept. 2022, mars 2024, sept. 2024) demandent à la Russie de retirer son personnel et de rendre la centrale au contrôle de l'Ukraine.

Ce que l'affirmation concède : Que l'AIEA fait autorité — elle qui a demandé à plusieurs reprises le retrait de la Russie de la centrale que celle-ci exige que l'AIEA défende.

CONTREDIT SUR LE TERRAIN — CONCÈDE LE POINT VISÉ À PRYLUKY

Le matin du 7 oct., un missile de croisière a frappé un immeuble d'habitation de cinq étages à Pryluky, dans la région de Tchernihiv : 22 morts, dont cinq enfants, 54 blessés, dont sept enfants (Service d'urgence de l'État, 8 oct. · Niveau B, opérationnel ; Meduza). L'ONU a indiqué au Conseil de sécurité que le missile « a détruit un immeuble d'habitation », faisant, selon les informations disponibles, 19 morts dont cinq enfants (SC/16472, 9 oct.). L'UE a dénombré « environ 70 missiles — dont beaucoup de missiles balistiques — et drones, qui ont tué au moins 22 personnes, dont 5 enfants » (Conseil permanent de l'OSCE 1580, 8 oct.). Rien dans la liste du ministère de la Défense — une cartonnerie, une usine de tabac, une usine de matières plastiques — n'est démontré comme constituant un objectif militaire ; l'article 52(3) du PA I présume qu'un bien normalement affecté à un usage civil n'est pas utilisé en vue d'une action militaire « en cas de doute ». Deux jours plus tard, le représentant de la Russie auprès de l'ONU déclarait que les frappes avaient touché des « installations militaro-industrielles, y compris des infrastructures énergétiques soutenant la production et la logistique militaires » (SC/16472).

Ce que l'affirmation concède : Que Pryluky était un point visé choisi dans le cadre d'une frappe planifiée — le fait qui transforme un tir « égaré » en décision de ciblage.

AFFIRMATION 5 · MINISTÈRE DE LA DÉFENSE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE · 19 OCT.

« À la suite de la frappe, des entreprises de l'industrie militaire, des sites de stockage de missiles de croisière et de véhicules aériens sans pilote, ainsi qu'un centre de données dans la ville de Kiev et la région de Kiev ont été touchés... [nommément : le centre de données « Data Group », le pôle logistique « Fire Point », le dépôt de locomotives « Kyiv », l'entreprise industrielle « Khimvolokno » (Kyiv), l'usine « Planeta Plastik » (Irpin) ; un cargo à 130 km au sud-ouest d'Odessa « transportant des marchandises militaires et à double usage »]. (traduit) »

MoD russe sur sa chaîne MAX, 19 oct. 2026, via Profile.ru et Expert.ru
profile.ru/?p=1914300

AFFIRMATION 6 · VALERI GUERASSIMOV, CHEF DE L'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL · RAPPORT AU PRÉSIDENT · 15-16 OCT.

« Les forces armées de la Russie ont commencé à porter de nouvelles frappes massives contre les installations énergétiques de l'Ukraine... La liste de ces objets et la répartition nécessaire des moyens pour les frapper ont été déterminées. [Depuis début septembre, 14 installations d'infrastructure de combustibles, d'énergie et de transport ont été frappées.] (traduit) »

Interfax/TASS, 16 oct. 2026, via Gordon et Novaya Gazeta Europe
novayagazeta.eu/articles/2026/10/16/gerasimov-dolozhil-putinu-ob-udarakh-po-energo

AFFIRMATION 7 · DMITRI PESKOV, PORTE-PAROLE DU KREMLIN · POINT DE PRESSE · 15 SEPT.

« Dans l'ensemble, nous considérons certainement qu'il s'agit d'une très bonne idée, d'une bonne initiative... [et la deuxième chose à faire est, bien sûr,] de lever les sanctions (contre la Russie) et ces restrictions illicites sur les approvisionnements énergétiques. (traduit ; expressions anglaises selon Reuters) »

Reuters, 15 sept. 2026 (via Internazionale) ; Novaya Gazeta Europe, 15 sept.
novayagazeta.eu/articles/2026/09/15/v-kremle-nazvali-ochen-khoroshei-ideei-energet

AFFIRMATION 8 · DMITRI PESKOV · POINTS DE PRESSE · 12 ET 21 OCT.

« [Le Président Poutine comme des responsables à d'autres niveaux ont déclaré à maintes reprises que] nous ne voulons pas de cessez-le-feu. Nous voulons une paix durable... [21 oct., interrogé sur une éventuelle évolution de la position concernant une trêve énergétique : "Rien n'a changé. Nous avons besoin de la paix, pas d'une trêve... quelqu'un à Kiev doit prendre une décision responsable." (Anadolu, 21 oct. 2026)] (version anglaise selon Reuters) »

Reuters, 12 oct. 2026 (via UNITED24 Media), en réponse à la proposition de Zelensky d'un cessez-le-feu de 60 jours en vue d'élections ; Anadolu, 21 oct. 2026
united24media.com/war-in-ukraine/kremlin-rejects-zelenskyy-s-60-day-ceasefire-propo

AUCUNE PREUVE PRÉSENTÉE — CONCÈDE QUE DES INFRASTRUCTURES CIVILES ÉTAIENT VISÉES

Preuves

A

C

Un centre de données, un dépôt de locomotives et une usine de matières plastiques sont des biens « normalement affectés à un usage civil » ; il incombe à l'attaquant de démontrer leur contribution effective à l'action militaire et un avantage militaire précis (PA I, art. 52(2)-(3)). Le ministère de la Défense n'en a fourni aucune. Le Président russe avait déclaré (15 oct., forum Delovaïa Rossia) : « Ils ont fait le premier pas. Nous avons commencé à répondre. Maintenant, ils se plaignent déjà à grands cris au sujet de l'énergie et d'autres objets, y compris les centres de données » (RIA Novosti) — présentant ainsi le centre de données comme des représailles. Les chiffres d'octobre de la HRMMU sont en attente ; sa déclaration du 16 oct. a qualifié les deux premières semaines d'octobre de « parmi les plus meurtrières pour les civils de ces dernières années », avec des incidents à nombreuses victimes à Kharkiv, Zaporijia, Kramatorsk et Kyiv.

Ce que l'affirmation concède : L'ensemble des cibles, selon les propres termes de la Russie : données, rail et matières plastiques — l'économie civile.

DÉJÀ TRANCHÉ

Preuves

A

La Chambre préliminaire II de la CPI a délivré un mandat d'arrêt contre Guerassimov lui-même le 24 juin 2024 pour les « frappes de missiles menées par les forces armées russes contre l'infrastructure électrique ukrainienne d'au moins le 10 octobre 2022 jusqu'à au moins le 9 mars 2023 » : les crimes de guerre consistant à diriger des attaques contre des biens de caractère civil (art. 8(2)(b)(ii)) et à causer des dommages incidents excessifs (art. 8(2)(b)(iv)), ainsi que le crime contre l'humanité d'autres actes inhumains (art. 7(1)(k)) ; la Chambre a conclu qu'il existait des motifs raisonnables de croire que « les frappes alléguées étaient dirigées contre des biens de caractère civil » et, lorsqu'une installation aurait pu constituer un objectif militaire, que les dommages civils attendus « auraient été manifestement excessifs par rapport à l'avantage militaire attendu ». Les mandats du 5 mars 2024 visant Kobylash et Sokolov portent sur la même campagne. La Commission d'enquête a conclu que les attaques menées à partir du 10 oct. 2022 pourraient constituer des crimes contre l'humanité (A/HRC/55/66) et a averti le 21 sept. 2026 que la poursuite des attaques contre le secteur énergétique « accroissait la vulnérabilité des civils » à l'approche de l'hiver. Le Secrétariat de l'ONU, le 9 oct. : les attaques contre l'énergie « risquent de priver un grand nombre de civils de chauffage, d'électricité et d'eau » (SC/16472). La HRMMU a consigné la reprise des « attaques coordonnées de grande ampleur contre les infrastructures électriques et de chauffage » le 30 sept. (mise à jour du 15 oct.).

Ce que l'affirmation concède : Une campagne planifiée contre le système énergétique, assortie d'une liste de cibles, annoncée par un officier déjà poursuivi pour la précédente — les éléments de la politique et de la connaissance.

CONTREDIT PAR LE PROPRE MINISTÈRE RUSSE DE LA DÉFENSE

Preuves

A

C

Le Président des États-Unis a annoncé le 14 sept. que la Russie et l'Ukraine étaient convenues de cesser les frappes contre le secteur énergétique ; le Financial Times a rapporté que Moscou n'avait rien accepté ; Reuters a relevé qu'« aucune des deux parties n'a confirmé » cette affirmation et que la Russie avait frappé des stations-service à Kyiv le jour même (15 sept.). L'Ukraine a déclaré qu'elle soutiendrait un arrêt réciproque si Washington obtenait l'engagement de la Russie (SCR, 23 sept.). Interrogé à nouveau le 12 oct., le Kremlin s'est borné à déclarer : « Les contacts se poursuivent » (Astra/Reuters). Le 30 sept., la HRMMU a consigné la reprise d'attaques coordonnées de grande ampleur contre les infrastructures électriques et de chauffage dans trois régions et à Kyiv (15 oct.) ; le 16 oct., l'État-major général a fait état de « frappes massives contre les installations énergétiques de l'Ukraine » (affirmation 6). La « très bonne idée » était subordonnée à un allègement des sanctions et n'a jamais été mise en œuvre par la partie qui l'avait saluée.

Ce que l'affirmation concède : Qu'une trêve énergétique est réalisable et souhaitable — et que la Russie met un prix (les sanctions) au fait de ne pas frapper l'énergie civile.

EXACT — ET C'EST LA RÉPONSE À LA QUESTION « QUI BLOQUE LE CESSEZ-LE-FEU »

Preuves

A

C

Une autodescription, prise au pied de la lettre : la Russie ne veut pas de cessez-le-feu. La seule offre du Kremlin : la Russie « sera prête à donner l'ordre de ne pas frapper l'Ukraine le jour du scrutin... Précisément le jour du scrutin » (Peskov, 12 oct., via Meduza/TASS). L'Ukraine a accepté un cessez-le-feu complet et inconditionnel de 30 jours le 11 mars 2025 (Djeddah) et 47 États l'ont réaffirmé au Conseil de sécurité le 23 sept. 2026 ; le Secrétariat de l'ONU a demandé un « cessez-le-feu complet, immédiat et inconditionnel » le 9 oct. (SC/16472) ; le représentant de la Russie auprès de l'OSCE a déclaré le 8 oct. que « personne n'a l'intention de faire un tel cadeau au régime de Kiev ». Le représentant de la Russie auprès de l'ONU a déclaré le 9 oct. que Moscou « n'a jamais refusé » de négocier et que Kiev « a sciemment choisi d'aggraver la situation » (SC/16472). « La paix, pas une trêve », alors que l'État-major général dresse la liste des cibles énergétiques pour l'hiver, signifie que les frappes se poursuivront jusqu'à ce que les conditions de la Russie soient satisfaites.

Ce que l'affirmation concède : Que l'absence de cessez-le-feu est un choix de la Russie, déclaré comme tel — et non une obstruction ukrainienne ou européenne.

CE QUE DIT LA RUSSIE, CE QUE MONTRENT LES FAITS

Chaque ligne confronte une déclaration russe à la constatation d'un organe mandaté ou, à défaut, d'une enquête indépendante. Le niveau de chaque source est indiqué.

LE DOSSIER			
QUESTION	CE QUE DIT LA RUSSIE	CE QUE MONTRENT LES FAITS	SOURCE
Ce qui a été frappé, 7 oct.	« Installations militaro-industrielles » — liste incluant « Plastmass-Pryluky »	Immeuble d'habitation détruit à Pryluky ; ≥19 morts dont 5 enfants (ONU) · 22 morts, 54 blessés (SESU, Niveau B) ; ~70 missiles et drones (UE)	RG 7 oct. · SC/16472 · UE CP 1580 · SESU 8 oct.
Victimes civiles, semaine jusqu'au 9 oct.	« Frappes uniquement contre des objets liés au complexe militaro-industriel » (13 oct.)	> 100 morts, ≥ 429 blessés ; 33 morts dans deux autobus à Kramatorsk	SC/16472 (HCDH)
Victimes civiles, septembre 2026	Non mentionné	328 morts, 2 105 blessés (+85 % en glissement annuel) ; 53 % par des missiles et des drones à longue portée ; des victimes civiles enregistrées à Kyiv 22 jours sur 30	HRMMU, 15 oct. 2026
Le train du 13 sept.	« Un train des FAU utilisé pour acheminer du fret militaire » (MoD) ; « couverture pour des trains militaires » (MAE)	Liaison voyageurs Kyiv–Varsovie, locomotive touchée à Yahodyn ; aucune preuve de fret militaire présentée ; passage frontalier perturbé	Ukrzaliznytsia (B) · AP · SCR 23 sept.
Campagne énergétique	« Frappes massives contre les installations énergétiques de l'Ukraine... une liste de ces objets » (Guerassimov)	Mandats de la CPI pour la campagne de 2022–23 (Guerassimov parmi les quatre) ; Commission d'enquête : peut constituer des crimes contre l'humanité ; ONU : risque que des civils soient privés de chauffage, d'eau et d'électricité	CPI 24 juin 2024 · A/HRC/55/66 · SC/16472
Trêve énergétique	« Une très bonne idée » (15 sept.) · « Les contacts se poursuivent » (12 oct.)	Aucune confirmation russe ; les attaques à grande échelle contre l'électricité et le chauffage ont repris le 30 sept. ; campagne annoncée le 16 oct.	Reuters 15 sept. · HRMMU 15 oct. · Interfax 16 oct.
Drones sur la centrale nucléaire de Zaporijia, sept.–oct.	« Actions criminelles de Kyiv » — l'AIEA doit condamner	L'AIEA constate les dommages (transformateurs de la centrale thermique de Zaporijia, station de surveillance, bâtiment des déchets) et ne les attribue à aucune partie ; négocie un 8e cessez-le-feu local	AIEA 3 oct. (via Kyiv Independent) ; Update 370 de l'AIEA, 9 oct.
Civils en Russie, janv.–sept. 2026	« 8 000 personnes touchées » (Nebenzia, 9 oct.)	496 morts, 3 394 blessés — selon les autorités russes, invérifiable par le HCDH	SC/16472

POUR ÊTRE JUSTE

L'Ukraine frappe des raffineries, des dépôts de carburant, des aérodomes, des ponts et des navires en Russie et en territoire occupé, et le dit ; le HCDH fait état d'informations selon lesquelles 496 civils ont été tués et 3 394 blessés en Russie par des attaques ukrainiennes de janvier à septembre 2026 (chiffres communiqués par les autorités russes, que le HCDH ne peut vérifier faute d'accès accordé par la Russie) et 18 tués et 44 blessés en Ukraine occupée en septembre. Les mêmes règles du DIH s'appliquent à ces frappes.

L'AIEA n'a pas indiqué qui pilote les drones autour de la centrale de Zaporijia ; le verdict du Hub sur l'affirmation 3 est « non vérifié », et non « faux ». L'Update 370 de l'AIEA confirme des dommages aux bâtiments mais n'attribue rien, et consigne que l'accès n'a été obtenu que plus de 48 heures plus tard, les débris étant déjà exposés.

Certains objets figurant sur les listes du MoD — une usine de composants de missiles, un atelier de drones, une plateforme logistique d'un fabricant de missiles — pourraient être des objectifs militaires si les affirmations étaient étayées. L'enjeu des affirmations 4 et 5 est que la Russie n'en étaye aucune, que les listes comprennent aussi une manufacture de tabac, une cartonnerie, un centre de données et un dépôt de locomotives, et que l'« usine » de Pryluky était un immeuble d'habitation.

Les propos de Peskov du 15 sept. étaient conditionnels et prudents ; la Russie n'a jamais affirmé avoir accepté une trêve énergétique. La contradiction se situe entre l'éloge de l'idée et le lancement de la campagne, non entre une promesse et sa violation.

Les pages primaires (mid.ru, mil.ru, kremlin.ru) n'ont pu être ouvertes depuis l'extérieur de la Russie ; le libellé russe est repris de TASS, RIA, Vedomosti et Novaya Gazeta Europe, et les textes officiels font foi en cas de divergence.

Sources : Vedomosti/TASS, 13 oct. 2026 · Gordon et Odessa Journal/Moscow Times sur le commentaire du MAE du 15 sept. · iStories sur le ministère de la Défense, 15 sept. · 360.ru sur le commentaire du MAE du 5 oct. · Rossiyskaïa Gazeta, 7 oct. · Profile.ru, 19 oct. · Novaya Gazeta Europe et Gordon sur Guerassimov, 16 oct. · Reuters/Internazionale et Novaya Gazeta Europe sur Peskov, 15 sept. · UNITED24 Media/Reuters sur Peskov, 12 oct. · kurs.com.ua/RIA sur Poutine, 15 oct. · Couverture des réunions de l'ONU SC/16472, 9 oct. 2026 · HRMMU, mise à jour de sept. 2026 (15 oct.) · CPI, 5 mars et 24 juin 2024 · ONU Info sur A/HRC/55/66 · Security Council Report, 23 sept. et 13 oct. 2026 · déclaration de l'UE, Conseil permanent de l'OSCE 1580 · Kyiv Independent sur l'AIEA, 3 oct. · Meduza, 8 oct. · liste complète en page 6



ÉTABLI, TENDANCE, POSITION

Ce que les organes mandatés ont établi, ce que les faits révèlent comme tendance et ce qui relève d'une position — en les maintenant distincts. Viennent ensuite les éléments de langage et les questions à prévoir.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
OCT. 2026

LE DROIT

PA I, art. 51(6) et 52(1) : les attaques contre la population civile « à titre de représailles sont interdites » ; les biens de caractère civil « ne doivent être l'objet ni d'attaques ni de représailles ». « Actions de riposte », « boomerang douloureux » et « l'Ukraine doit payer » décrivent le mobile interdit.

PA I, art. 52(2)–(3) : seuls peuvent être attaqués les biens qui, par leur nature, leur emplacement, leur destination ou leur utilisation, apportent une contribution effective à l'action militaire et dont la destruction offre un avantage militaire précis ; en cas de doute, un bien normalement affecté à un usage civil — un train, un centre de données, un dépôt, une usine de plastiques — est présumé civil. La charge incombe à l'attaquant, et la Russie ne s'en est pas acquittée.

PA I, art. 54(2) et 56 ; Statut de Rome, art. 8(2)(b)(ii), 8(2)(b)(iv), 7(1)(k) : les biens indispensables à la survie de la population civile ne peuvent être attaqués ; la CPI a déjà mis en accusation quatre commandants, dont Guerassimov, pour ces crimes au titre de la campagne énergétique de 2022–23.

Trois niveaux. Établi : Mandats de la CPI (2024) ; résolutions du Conseil des gouverneurs et de la Conférence générale de l'AIEA sur la centrale de Zaporijia. **Tendance** : Bilans mensuels de la HRMMU ; conclusions de la Commission d'enquête sur les attaques contre l'énergie. **Position** : « uniquement des objets militaro-industriels », « trains militaires », « actions criminelles de Kyiv » à la centrale de Zaporijia — affirmations sans fondement établi par un quelconque organe mandaté.

LINES TO TAKE

- « Le propre ministère russe de la Défense a cité Pryluky parmi ses cibles le 7 octobre. La cible était un immeuble d'habitation de cinq étages ; 22 personnes sont mortes, dont cinq enfants. »
- « “Uniquement des objets militaro-industriels”, a déclaré le ministère des Affaires étrangères le 13 octobre. L'ONU a dénombré plus de 100 civils tués au cours de cette seule semaine. »
- « Le chef de l'état-major général a annoncé des “frappes massives contre les installations énergétiques de l'Ukraine”. La CPI a délivré un mandat à son encontre en 2024 précisément pour cela. »
- « “Riposte” et “boomerang” ne sont pas un moyen de défense au regard des Protocoles de Genève. Ce sont des aveux de mobile — les représailles contre les civils sont interdites. »
- « Le Kremlin a qualifié une trêve énergétique de “très bonne idée” le 15 septembre. Son état-major général a dressé une liste de cibles énergétiques un mois plus tard. »
- « La Russie dit ne pas vouloir de cessez-le-feu. L'Ukraine en a accepté un en mars 2025. C'est toute la réponse à la question “qui bloque la paix”. »

QUESTIONS-RÉPONSES	
« La Russie dit ne frapper que des cibles militaro-industrielles — pouvez-vous prouver le contraire ? »	La propre liste russe pour le 7 octobre cite Pryluky ; l'ONU a informé le Conseil de sécurité qu'un missile y avait détruit un immeuble d'habitation. Le décompte de l'ONU pour cette semaine dépasse 100 civils tués. Soit le ciblage était erroné, soit l'affirmation l'est — l'aveu du point visé tranche la question.
« Le train à Yahodyn transportait du fret militaire. »	C'est l'assertion du ministère de la Défense ; aucune preuve n'a été produite. Il s'agissait de la liaison voyageurs régulière Kyiv–Varsovie. Le commentaire du ministère des Affaires étrangères lui-même ne dément pas la frappe — il avertit les responsables étrangers que « personne ne peut garantir » leur sécurité.
« L'Ukraine attaque la centrale de Zaporijia et l'AIEA garde le silence. »	L'AIEA consigne chaque incident et n'en attribue aucun à l'une ou l'autre partie ; elle dit la même chose quelle que soit la partie qui se plaint. Son Conseil des gouverneurs et sa Conférence générale ont demandé à la Russie de se retirer de la centrale. La Russie exige que l'AIEA condamne Kyiv tout en ignorant les résolutions de l'AIEA qui lui sont adressées.
« Les frappes russes sont une réponse aux frappes ukrainiennes contre les raffineries russes. »	C'est ce que dit la Russie — « riposte », « boomerang », « l'Ukraine doit payer ». En vertu du Protocole additionnel I, les représailles contre la population civile et les biens de caractère civil sont interdites sans exception. Les frappes ukrainiennes sont elles aussi soumises au DIH ; une raffinerie qui approvisionne une armée est un objectif militaire, le chauffage d'une ville ne l'est pas.
« Le Kremlin a accepté la trêve énergétique. »	Il a qualifié l'idée de « très bonne » et exigé un allègement des sanctions ; il n'a jamais confirmé d'accord, a déclaré le 12 octobre que « les contacts se poursuivent » et a annoncé le 16 octobre des frappes massives contre l'énergie.
« Pourquoi le Hub n'utilise-t-il pas les chiffres ukrainiens sur les victimes ? »	Parce qu'une vérification des affirmations russes doit reposer sur des organes que la Russie ne peut qualifier de partisans. Le seul chiffre ukrainien figurant ici — 22 morts à Pryluky selon le Service d'urgence de l'État — est un bilan opérationnel, signalé comme tel, à côté du chiffre de l'ONU « au moins 19 ».

CE QUE NOUS DEMANDONS

Verser au dossier du Conseil de sécurité les propres listes de cibles du ministère russe de la Défense (7 et 19 oct.) et le rapport de Guerassimov du 16 oct., en regard des mandats de la CPI du 5 mars et du 24 juin 2024 · demander à la Russie d'étayer l'utilisation militaire de chaque bien civil nommé — l'usine de Pryluky, le centre de données de Kyiv, le dépôt de locomotives, le train Kyiv–Varsovie — ou de retirer son affirmation · soutenir la mise à jour d'octobre de la HRMMU sur les victimes et les travaux de la Commission d'enquête sur la campagne d'automne contre le secteur énergétique · demander au Directeur général de l'AIEA de présenter un exposé sur les incidents de septembre-octobre à Zaporijia et sur le huitième cessez-le-feu local · réaffirmer le cessez-le-feu que l'Ukraine a accepté le 11 mars 2025 et demander à Moscou, qui dit ne pas en vouloir, de le déclarer devant le Conseil.

SOURCES		
Vedomosti (citant TASS)	Zakharova : les actions de riposte de la Russie sont devenues un « boomerang douloureux » pour Kyiv, 13 oct. 2026 https://www.vedomosti.ru/politics/news/2026/10/13/1236758-bolezennim-bumerangom	RU
Gordon	Commentaire de Zakharova sur l'attaque contre le train transportant des diplomates étrangers (réponse du MAE à une question des médias, 15 sept.), 16 sept. 2026 https://gordonua.com/section-worldnews/news-zakharova-yzdevatelsky-prokommentyrovala-ataku-na-poezd-s-ynostrannyimy-dyplomatomy-16-09-2026.html	C
Odessa Journal (citant The Moscow Times)	Le ministère russe des Affaires étrangères met en garde les responsables occidentaux contre toute visite en Ukraine, 15 sept. 2026 https://odessa-journal.com/russian-foreign-ministry-warns-western-officials-against-visiting-ukraine	C
iStories	Le MoD russe reconnaît une attaque de drone contre le point de passage de Yahodyn à la frontière polonaise ; « a frappé un train des FAU utilisé pour acheminer du fret militaire », 15 sept. 2026 https://istories.media/news/2026/09/15/minoboroni-rf-priznalo-hto-atakovalo-dronam-kpp-yagodin-na-granitse-s-polshei/	C
AP (via CBS17)	Un drone russe frappe un train près de la frontière ukraino-polonaise peu après le passage de personnalités en visite, sept. 2026 https://www.cbs17.com/news/ap-russian-drone-hits-train-near-ukraine-poland-border-soon-after-visiting-dignitaries-passed-through/amp/	C
360.ru (affilié à l'État)	Le MAE russe appelle la direction de l'AIEA à condamner les « attaques criminelles » contre la centrale nucléaire de Zaporijia, 5 oct. 2026 https://360.ru/news/ukrainian-crisis/mid-rossii-prizval-rukovodstvo-magate-osudit-prestupnye-ataki-kieva-na-zaes/	RU
www1.ru	Rosatom fait état d'une attaque de drone contre le laboratoire et le bâtiment de traitement des déchets radioactifs de la centrale de Zaporijia, 5 oct. 2026 https://www1.ru/en/news/2026/10/05/na-zaes-povrezdeno-zdanie-pererabotki-radioaktivnyx-otxodov-rosatom-soobshhil-ob-atake-dronov.amp.html	RU
Kyiv Independent	Une série d'attaques de drones perturbe l'alimentation électrique près de la centrale nucléaire de Zaporijia, selon l'AIEA (déclaration de l'AIEA du 3 oct. 2026) https://kyivindependent.com/series-of-drone-attacks-disrupt-power-supply-near-zaporizhzhia-nuclear-plant-iaea-says/	A
AIEA	Mises à jour du Directeur général sur la situation en Ukraine (index des mises à jour) https://iaea.org/topics/response/nuclear-safety-security-and-safeguards-in-ukraine/dg-updates	A
Rossiyskaya Gazeta (État)	« Otvet Tsirkona i Iskandera » : liste du MoD des entreprises frappées le 7 oct. 2026, dont « Plastmass-Pryluky » https://rg.ru/2026/10/07/otvet-cirkona-i-iskandera.html	RU
Profile.ru	Le MoD russe fait état d'une frappe contre un centre de données, un dépôt de locomotives et des usines à Kyiv et dans la région de Kyiv, 19 oct. 2026 https://profile.ru/?p=1914300	RU
Novaïa Gazeta Europe	Guerassimov rend compte à Poutine des frappes contre l'infrastructure énergétique de l'Ukraine, 16 oct. 2026 https://novayagazeta.eu/articles/2026/10/16/gerasimov-dolozhil-putinu-ob-udarakh-po-energoinfrastrukture-ukrainy-news	C
Gordon (citant Interfax)	Guerassimov rend compte à Poutine des attaques contre les ponts et l'énergie ukrainiens, 16 oct. 2026 https://gordonua.com/section-war/news-herasymov-otchytsalsya-putynu-ob-atakakh-na-ukraynskye-mostyi-y-enerhetyku-16-10-2026.html	C
kurs.com.ua (citant le canal Telegram de RIA Novosti)	Poutine au forum Delovaïa Rossia : « ils couinent à propos de l'énergie... y compris les centres de données », 15 oct. 2026 https://kurs.com.ua/ru/novosti/1484275-putin-prigroziv-ukrayini-novimi-udarami-po-energetici-ta-civilinih-ob039ektah	RU
Reuters (via Internazionale)	Le Kremlin salue l'idée de Trump d'une trêve énergétique avec l'Ukraine et appelle à la levée des sanctions, 15 sept. 2026 https://www.internazionale.it/ultime-notizie-reuters/2026/09/15/kremlin-welcomes-trump-s-idea-of-energy-truce-with-ukraine-calls-for-sanctions-removal	C
Novaïa Gazeta Europe	Le Kremlin qualifie l'idée d'une trêve énergétique de « très bonne » et appelle à la levée des sanctions (libellé russe), 15 sept. 2026 https://novayagazeta.eu/articles/2026/09/15/iv-kremlje-nazvali-ochen-khoroshei-ideei-energeticheskoe-peremirie-mezhdu-rossiei-i-ukrainoi-i-prizvali-s-niat-sanktsii-news	C
UNITED24 Media (citant Reuters, Astra)	Le Kremlin rejette la proposition de Zelensky d'un cessez-le-feu de 60 jours et garde le silence sur la trêve énergétique, 12 oct. 2026 https://united24media.com/war-in-ukraine/kremlin-rejects-zelenskyy-s-60-day-ceasefire-proposal-for-elections-stays-silent-on-energy-truce-23351	C
Couverture des réunions de l'ONU	SC/16472 — 10237e séance du Conseil de sécurité, 9 oct. 2026 https://press.un.org/en/2026/sc16472.doc.htm	A
HRMMU / HCDH	Protection des civils dans les conflits armés — septembre 2026 (15 oct. 2026) https://ukraine.ohchr.org/uk/Protection-of-Civilians-in-Armed-Conflict-September-2026	A
UNITED24 Media	Les attaques russes ont fait 2 433 morts ou blessés parmi les civils ukrainiens en septembre, selon l'ONU (Danielle Bell sur le début d'octobre), 16 oct. 2026 https://united24media.com/war-in-ukraine/russian-attacks-leave-2433-ukrainian-civilians-dead-or-injured-in-september-85-more-than-a-year-ago-un-says-23516	C
Cour pénale internationale	Mandats d'arrêt contre Sergueï Kobylash et Viktor Sokolov, 5 mars 2024 https://icc-cpi.int/news/situation-ukraine-icc-judges-issue-arrest-warrants-against-sergei-ivanovich-kobylash-and	A
Cour pénale internationale (texte via le miroir GlobalSecurity)	Mandats d'arrêt contre Sergueï Choïgou et Valery Guerassimov, 24 juin 2024 https://www.globalsecurity.org/wmd/library/news/ukraine/2024/06/ukraine-240625-icc01.htm	A
ONU Info / Commission d'enquête	Les attaques de la Russie contre le réseau énergétique pourraient constituer des crimes contre l'humanité (A/HRC/55/66, mars 2024) https://news.un.org/en/node/1134652	A
Security Council Report	What's in Blue : exposé de haut niveau sur l'Ukraine, 23 sept. 2026 (déclaration de la Commission d'enquête du 21 sept. ; chronologie de la trêve énergétique ; point de passage de Yahodyn) https://www.securitycouncilreport.org/whatsinblue/2026/09/ukraine-high-level-briefing-9.php	C
Security Council Report	What's in Blue : réunion selon la formule Arria sur l'Ukraine, 13 oct. 2026 (résumé de l'exposé du 9 oct.) https://www.securitycouncilreport.org/whatsinblue/2026/10/arria-formula-meeting-on-ukraine-11.php	C
Service européen pour l'action extérieure	Déclaration de l'UE sur l'agression en cours de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, Conseil permanent de l'OSCE n° 1580, 8 oct. 2026 https://www.eeas.europa.eu/delegations/vienna-international-organisations/eu-statement-russian-federations-ongoing-aggression-against-ukraine-osce-permanent-council-no-1580_en	A
Meduza	Une frappe de missile russe sur un immeuble d'habitation à Pryluky fait 22 morts, dont cinq enfants, 8 oct. 2026 https://meduza.io/en/feature/2026/10/08/russian-missile-strike-on-apartment-building-in-pryluky-northern-ukraine-kills-22-people-including-five-children	C
Mission de la Russie auprès de l'ONU	Déclaration de V. Nebenzia au Conseil de sécurité, 9 oct. 2026 https://russiaun.ru/en/news/409102026	RU
bluewin/dpa	Pas d'augmentation de la radioactivité après un impact à la centrale nucléaire de Zaporijia — l'AIEA ne dit pas quelle partie est responsable, 31 mai 2026 (précédent) https://www.bluewin.ch/en/news/international/no-increased-radiation-after-impact-at-zaporizhzhya-nuclear-power-plant-3257072.html	C
Agence Anadolu (via A News)	La Russie affirme que sa position sur un cessez-le-feu énergétique avec l'Ukraine reste inchangée et qu'elle recherche la paix, non une trêve, 21 oct. 2026 https://www.anews.com.tr/world/2026/10/21/russia-says-position-on-energy-ceasefire-with-ukraine-unchanged-seeks-peace-not-truce	RU
AIEA	Update 370 – Déclaration du Directeur général de l'AIEA sur la situation en Ukraine, 9 oct. 2026 https://www.iaea.org/newscenter/pressreleases/update-370-iaea-director-general-statement-on-situation-in-ukraine	A
Meduza (citant TASS)	Le Kremlin rejette un cessez-le-feu de 60 jours pour les élections en Ukraine, mais indique qu'il pourrait s'abstenir de frapper le jour même du scrutin, 12 oct. 2026 https://meduza.io/en/news/2026/10/12/kremlin-rejects-60-day-ceasefire-for-ukraine-s-elections-but-says-it-might-not-strike-on-election-day-itself	C

MÉTHODE

Les déclarations russes sont citées d'après les textes diffusés par TASS, RIA Novosti, Vedomosti, Rossiyskaya Gazeta, Profile et Novaya Gazeta Europe, et traduites par le Hub ; les formulations anglaises des éléments du 15 sept. et du 12 oct. suivent The Moscow Times et Reuters. Les pages primaires de mid.ru, mil.ru et kremlin.ru n'ont pu être ouvertes depuis l'extérieur de la Russie ; chaque citation a été vérifiée auprès d'au moins un média russe d'État ou indépendant reproduisant le texte, et le libellé peut différer légèrement de la traduction officielle. Les mots entre crochets sont du Hub.

Chaque affirmation est d'abord confrontée aux documents d'organes mandatés (Niveau A : Couverture des réunions de l'ONU, HRMMU/HCDH, Commission d'enquête, CPI, AIEA, déclaration de l'UE à l'OSCE) ; les sources indépendantes (Niveau C) ne sont utilisées qu'en l'absence de source de Niveau A. Les données officielles ukrainiennes (Niveau B) ne sont pas utilisées pour réfuter les affirmations russes ; les deux éléments de Niveau B — le bilan du Service d'urgence de l'État pour Pryluky et la description du train de Yahodyn par Ukrzaliznytsia — sont des faits opérationnels et sont signalés.

Le tableau comparatif met en regard ce que la Russie dit avoir frappé et ce que le HCDH/la HRMMU a enregistré au cours de la même période (mise à jour de septembre du 15 oct. ; chiffres communiqués au Conseil de sécurité le 9 oct.). Lorsque le registre est muet — l'AIEA sur l'attribution à Zaporijia, la HRMMU sur octobre — le verdict est « non vérifié », et non « faux ».

Niveaux : **A** — organes mandatés par l'ONU, juridictions et organisations internationales (HCDH/HRMMU, Commission d'enquête, CPI, CEDH, AIEA, OSCE, OIAC, documents du Conseil de sécurité) ; **B** — organes officiels ukrainiens, avec la mention « selon l'Ukraine » ; **C** — enquêteurs et médias indépendants ; **RU** — déclarations officielles russes, la position examinée. Les niveaux ne sont jamais combinés dans un même chiffre.